



Contribution de Christian DAVIAS

christian.davias@orange.fr

Développement humain durable et territoires - Vers une transition énergétique ?

Une simple réflexion sur le terme « durable » qui est dans l'air du temps. Rien n'est durable dans l'Univers. Même ce qui semble immuable à notre échelle est soumis à l'entropie qui, d'une manière aléatoire, vient modifier l'ordre des choses.

Nous sommes bien placés pour reconnaître les difficultés que nous avons à nous projeter ne serait-ce qu'en 2030 ! Si l'évolution des phénomènes physiques, de notre consommation, et l'évaluation des réserves naturelles peuvent être quantifiées, il n'en est pas de même pour les mouvances de l'agitation sociale des peuples qui pèsent sur les décisions de nos dirigeants qui privilégient toujours le court terme.

Ce qui a été soumis à notre réflexion, concerne la transition énergétique, considérant deux phénomènes majeurs : l'épuisement de nos ressources naturelles et la conséquence des émissions de CO₂ sur l'emballement du réchauffement climatique. Or, la volonté d'agir sur ces deux paramètres ne peut être que planétaire si l'on veut que les effets en soient significatifs. Pourtant, malgré les menaces qui pèsent sur la civilisation humaine, nous ne pouvons que constater l'échec des différentes conférences mondiales sur ce sujet.

En conséquence, la transition énergétique que l'on nous propose d'examiner à l'échelle de notre territoire national ne répondra que partiellement aux deux enjeux majeurs cités plus haut, car elle se situe dans un environnement économique et social sensible et il serait difficilement soutenable de porter à nous seuls des sacrifices qui, en fin de compte, n'auraient que peu d'effet sur le but recherché.

La question préalable qui a été posée « quel type de société voulons-nous ? » entraînera obligatoirement des réponses teintées d'angélisme, car quasi unanimement nous répondrons que nous souhaitons une société humaine, en paix, libre, solidaire, juste, respectueuse de notre planète.

A mon sens, la question qui se pose, compte tenu de ce que nous savons aujourd'hui et des acquis que nous n'accepterons pas de remettre en cause, est plutôt "Vers quel type de société pouvons-nous évoluer ?"

Ce qui nous préoccupe, c'est moins de changer la société, que de trouver des solutions pour anticiper l'avenir en matière d'énergie. Nous devons garantir l'évolution de notre consommation énergétique, contenir son prix et veiller à ce que cette énergie soit accessible par tous.

Jean-Marc JANCOVICI nous a brillamment démontré le lien entre l'énergie disponible par habitant et le PIB/H. Si nous voulons faire face à la récession qui nous guette, il faut maintenir notre potentiel de production énergétique en s'appuyant sur des sources décarbonées, pour tenir compte de la diminution des ressources fossiles et des effets nocifs des rejets de CO₂. Parmi ces sources décarbonées, il y a bien entendu le nucléaire dont l'usage doit être entouré de toutes les précautions, mais qui ne doit pas faire l'objet de positions dogmatiques. Les détracteurs de cette source d'énergie citeront d'emblée FUKUSHIMA et TCHERNOBYL. Pourtant, ce sont deux contre exemples qui résultent de choix humains inconséquents. Comment dans le premier cas, justifier la construction de centrales nucléaires dans un pays touché par une sismicité ravageuse et fréquente, et de plus, en bordure d'un littoral menacé par des tsunamis ? Quant à Tchernobyl, les conditions de construction, de maintenance et de conduite étaient telles que le drame était hautement probable.

La production électrique doit être le fer de lance de nos recherches. Il nous faut travailler sur la recherche de production électrique de masse pour remplacer le fioul, le charbon et le gaz. Parmi les pistes, on peut citer les parcs éoliens offshore, les groupes qui tirent leur énergie de la mer, la géothermie profonde, le solaire, voire les piles à combustible, mais aussi les formes plus évoluées de production d'origine nucléaire. Lorsque l'électricité se généralisera en appoint avec la géothermie de surface, pour chauffer nos maisons dont la qualité thermique se sera améliorée, et pour faire rouler nos automobiles, nous aurons fait un grand pas.

S'agissant du juste prix de l'énergie, la question qui nous a été posée était un peu réductrice. En effet, si il y a consensus pour inclure le développement et la recherche dans les coûts, l'analyse est un peu différente si l'on considère l'électricité ou les produits pétroliers. Pour ces derniers, étant surtaxés par l'Etat, on peut considérer que ces taxes incluent déjà les éléments connexes aux seuls coûts de production et de distribution. Le tarif doit être le même pour tous, avec bien sûr, des aménagements sociaux comme pour l'habitat, de manière à garantir l'accès de l'énergie aux plus démunis.